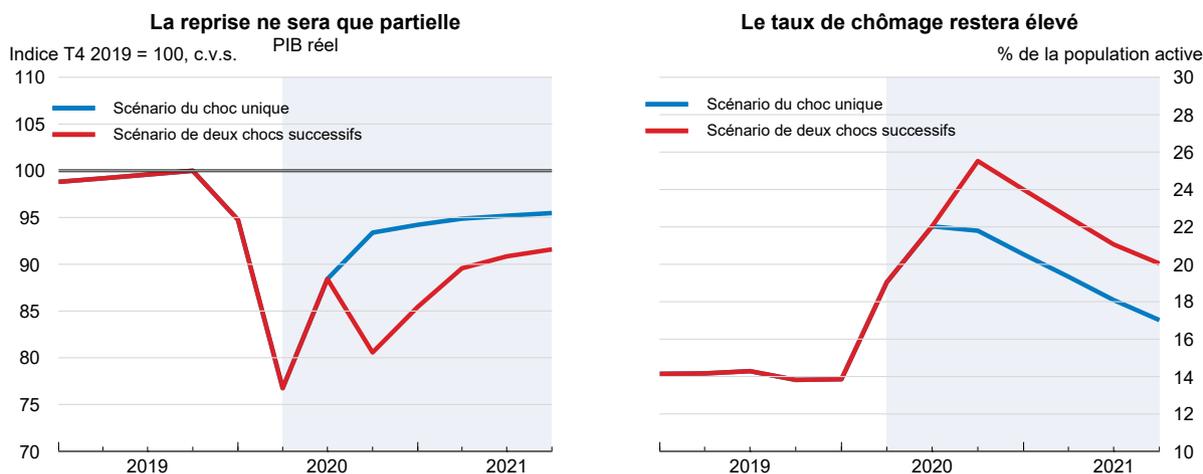


Espagne

L'économie devrait se contracter de 14.4 % en 2020 dans l'hypothèse d'un retour de la propagation du virus avant la fin de l'année, et de 11.1 % dans celle d'un affaiblissement de la pandémie d'ici l'été. La reprise d'activité qui s'en suivrait en 2021 serait plus lente dans le premier cas, avec un taux de croissance de 5 %, contre un rebond de 7.5 % dans le scénario du choc unique, compte tenu des effets plus persistants de la crise sur les marchés du travail et la situation financière des entreprises et des ménages. Dans les deux cas, le repli de la demande intérieure, dû aux destructions d'emplois et aux arrêts d'activité, constitue le déterminant premier de cette contraction. La chute de la demande extérieure, notamment dans les services touristiques, pèsera également très lourd sur l'économie en 2020.

Le gouvernement a pris d'importantes mesures pour soutenir l'emploi et fournir des liquidités à l'économie. Le développement des capacités hospitalières et de dépistage et l'identification rapide des personnes contaminées seront d'une importance primordiale pour la prévention de nouvelles épidémies. Avec la reprise qui s'amorce, les dispositifs de chômage partiel utilisés devront être mieux ciblés et remplacés graduellement par des politiques du marché du travail soutenant la reconversion des entreprises et des travailleurs des secteurs en proie à des difficultés persistantes vers des activités offrant de meilleures perspectives à moyen terme. De même, il conviendrait que les mesures de soutien aux liquidités soient ciblées sur les entreprises solvables connaissant des difficultés de trésorerie, en particulier dans les secteurs où le redémarrage de l'activité est retardé.

Espagne



Source: OCDE, base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934139936>

Espagne : Demande, production et prix (scénario de deux chocs successifs)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Espagne: scénario de deux chocs successifs						
PIB aux prix du marché	1 113.8	2.9	2.4	2.0	-14.4	5.0
Consommation privée	648.3	3.0	1.8	1.1	-17.3	7.1
Consommation publique	212.3	1.0	1.9	2.3	3.2	1.2
Formation brute de capital fixe	200.0	5.9	5.3	1.8	-24.7	6.2
Demande intérieure finale	1 060.6	3.1	2.5	1.5	-14.9	5.5
Variation des stocks ¹	8.8	0.0	0.2	0.1	0.1	0.0
Demande intérieure totale	1 069.4	3.1	2.7	1.5	-14.6	5.5
Exportations de biens et services	377.4	5.6	2.2	2.6	-19.8	5.7
Importations de biens et services	333.0	6.6	3.3	1.2	-21.1	7.5
Exportations nettes ¹	44.4	-0.1	-0.3	0.5	-0.1	-0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	1.4	1.1	1.6	0.7	0.0
Indice des prix à la consommation harmonisé	–	2.0	1.7	0.8	-0.2	-0.2
IPCH sous-jacent ²	–	1.2	1.0	1.1	0.3	0.0
Taux de chômage (% de la population active)	–	17.2	15.3	14.1	20.1	21.9
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	-3.0	-2.5	-2.8	-12.5	-9.6
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	115.8	114.7	117.1	151.2	150.4
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	98.6	97.6	95.5	129.5	128.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	2.7	1.9	2.0	2.3	2.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138739>

L'Espagne a été durement touchée par le COVID-19

Le premier cas diagnostiqué a été signalé le 1^{er} février, prélude à une progression rapide du nombre de cas durant la deuxième quinzaine de mars. Le pic du nombre de nouveaux cas et de décès par jour a été atteint au début d'avril, la Catalogne et Madrid étant les régions les plus touchées. La capacité du système de santé était inférieure à la moyenne de l'OCDE au début de la crise, avec moins de lits de soins intensifs qu'ailleurs, mais leur nombre avait plus que doublé au pic de l'épidémie.

Certaines mesures d'endiguement, parmi lesquelles la fermeture des établissements scolaires et des universités, des restrictions de déplacement, la suspension d'activité de la plupart des commerces de détail et de l'industrie, ainsi qu'un confinement national à partir du 14 mars, sont progressivement levées depuis le 10 mai. Une enveloppe de 4.6 milliards EUR a été mobilisée pour répondre aux besoins accrus de la santé et de la recherche, tandis que le taux de TVA appliqué aux achats de matériel médical était réduit à zéro.

Espagne : Demande, production et prix (scénario du choc unique)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Espagne: scénario du choc unique						
PIB aux prix du marché	1 113.8	2.9	2.4	2.0	-11.1	7.5
Consommation privée	648.3	3.0	1.8	1.1	-13.4	9.7
Consommation publique	212.3	1.0	1.9	2.3	3.2	1.2
Formation brute de capital fixe	200.0	5.9	5.3	1.8	-20.1	10.3
Demande intérieure finale	1 060.6	3.1	2.5	1.5	-11.6	7.9
Variation des stocks ¹	8.8	0.0	0.2	0.1	0.1	0.0
Demande intérieure totale	1 069.4	3.1	2.7	1.5	-11.4	7.8
Exportations de biens et services	377.4	5.6	2.2	2.6	-16.7	9.5
Importations de biens et services	333.0	6.6	3.3	1.2	-18.0	10.7
Exportations nettes ¹	44.4	-0.1	-0.3	0.5	-0.1	-0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.4	1.1	1.6	0.8	0.3
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	2.0	1.7	0.8	0.0	0.3
IPCH sous-jacent ²	—	1.2	1.0	1.1	0.4	0.3
Taux de chômage (% de la population active)	—	17.2	15.3	14.1	19.2	18.7
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-3.0	-2.5	-2.8	-10.3	-6.2
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	115.8	114.7	117.1	139.5	137.4
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	98.6	97.6	95.5	117.8	115.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	2.7	1.9	2.0	2.3	2.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138758>

Les mesures d'endiguement ont restreint l'activité économique

Le PIB réel a diminué de 5.2 % au premier trimestre de 2020, sous l'effet d'un effondrement de la demande intérieure. On estime que l'activité économique aura diminué pendant le confinement d'environ 30 % par rapport à une période normale, étant donné la part qu'occupent l'hôtellerie, la restauration et le commerce de gros et de détail dans l'économie. La confiance des consommateurs a fléchi en mars et en avril, ainsi que les immatriculations de véhicules neufs. Le nombre de touristes internationaux a reculé de 64 % en mars, par rapport à la même époque l'an passé, pour tomber à zéro en avril en raison de la fermeture des frontières. Le commerce de détail a plongé en mars à un niveau inédit dans son histoire. On observe quelques premiers signes d'un rebond de l'économie, maintenant que certaines mesures de confinement ont été assouplies. Globalement, la sécurité sociale a perdu 760 082 cotisants entre le 12 mars et la fin du mois de mai, mais leur nombre ce mois-là était supérieur à celui d'avril. Après être tombés à des niveaux historiquement bas en avril, les indices des directeurs d'achats dans l'industrie et les services se sont légèrement redressés en mai, mais demeurent faibles.

La réponse des pouvoirs publics a été massive

Les principales mesures du gouvernement pour soutenir les revenus ont été les suivantes : dispositifs de chômage partiel, majoration des indemnités de maladie versées aux actifs contaminés ou en quarantaine, prestations pour cessation d'activité en faveur des indépendants, extension de la couverture des

prestations de chômage, renforcement de la réglementation des licenciements dus au COVID-19 et aides au paiement des charges, notamment des loyers, et au remboursement de prêts. Le gouvernement a approuvé dernièrement un dispositif de revenu minimum garanti. Plusieurs mesures dérogatoires, reports d'imposition et moratoires de règlement des cotisations sociales et des impôts ont été mis en place, ainsi que des garanties publiques sur les prêts aux entreprises privées, en particulier aux PME (pour un montant de 104.4 milliards EUR), destinées à fournir des liquidités aux entreprises viables et aux travailleurs indépendants. Enfin, les politiques décidées au niveau européen, notamment les achats d'actifs de grande envergure menés par la Banque centrale européenne, aideront également à soutenir des coûts de financement modiques et l'activité de prêt.

La chute historique de l'activité sera suivie d'une reprise progressive

Les deux scénarios envisagés sont celui d'un épisode pandémique unique, en vertu duquel l'activité économique reprendrait progressivement à la levée du confinement, et celui d'un retour de l'épidémie au dernier trimestre de 2020. Ces deux scénarios sont synonymes d'une forte baisse de la croissance des marchés d'exportation et de perturbations dans les chaînes de valeur mondiales en 2020. La reprise serait dictée par une consommation et des investissements qui repartiraient après avoir été différés. Toutefois, le climat de plus grande incertitude et l'importance de la part du tourisme dans le PIB tempéneraient le rythme de la reprise. En vertu du scénario d'un retour de l'épidémie, les effets sur l'activité seraient plus graves et plus durables du fait de la multiplication des faillites d'entreprises et de l'allongement des durées de chômage, en dépit des mesures de soutien supplémentaires retenues à titre d'hypothèse dans le scénario. Le déficit budgétaire et le ratio dette publique/PIB devraient augmenter nettement, ce dernier atteignant (au sens de Maastricht) 117.8 % dans le scénario du choc unique et 129.5 % dans celui des deux chocs successifs en 2020.

Une reprise plus lente que prévu du tourisme et de la croissance des pays partenaires pourrait pénaliser un peu plus les exportations. Un regain d'incertitudes et des effets plus tenaces sur la solvabilité des ménages et des entreprises pourraient ralentir plus fortement que prévu la reprise de la demande intérieure. Ce dernier facteur pourrait également amplifier les retombées dans le secteur financier via une hausse sensible du taux des créances douteuses ou litigieuses.

De nouvelles mesures bien ciblées concourraient à une réelle reprise

Il faudra reconduire et affiner certaines des mesures actuelles pour éviter au maximum que le choc transitoire ne se transforme en effet plus persistant sur l'activité. Avec la reprise qui s'amorce, une réduction progressive de la voilure dans les dispositifs de chômage à temps partiel et des politiques d'activation du marché du travail plus vigoureuses, en particulier des programmes de reconversion, aideront à redéployer efficacement la main-d'œuvre depuis les secteurs exposés à l'atonie prolongée de la demande. D'autres mesures pourraient se justifier pour relancer le secteur touristique, qui nécessiteraient une coopération avec le secteur privé et entre les différents niveaux de l'administration. De même, des aides à la liquidité et des garanties de prêts supplémentaires, ciblant les entreprises solvables en proie à des difficultés de trésorerie, pourraient être nécessaires pour réduire le nombre de faillites qui, à défaut, pourraient créer une boucle de rétroaction négative entre l'économie réelle et le système financier. Ces aides pourraient s'accompagner d'une étroite surveillance financière de chaque établissement de crédit, étant donné l'hétérogénéité sectorielle et géographique extraordinaire de leurs expositions. Enfin, un coup de pouce temporaire à l'investissement public, qui se concentrerait spécialement sur les investissements « verts », permettrait de donner de l'élan à la reprise et de réduire la pollution de l'air, celle-ci étant supérieure aux moyennes européennes dans les grandes villes.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/0d1d1e2e-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Espagne », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/a0b12ca4-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.